



attac

Le Courriel d'information

n° 303 – Vendredi 25 janvier 2002.

VOULOIR LE CHANGEMENT

Dans ce numéro

1. Forum Social Mondial – FSM Direct

Le Forum social mondial débute le 31 janvier à Porto Alegre. Simultanément, ou presque, à Zurich se déroulera l'Autre Davos le 26 janvier, et à New York une mobilisation « Mondialisons la justice ». En France des Forums sociaux locaux auront lieu, en particulier dans le Rhône ou 26 organisations débiteront le 26 janvier les Rencontres pour une autre mondialisation (RAM).

2. Vouloir le changement

A une semaine de l'ouverture du second Forum social mondial (FSM), la tension populaire et médiatique s'est accrue, lundi à Porto Alegre, avec l'arrivée sur place de certains membres du comité brésilien d'organisation, établi à Sao Paulo. Lors de sa première conférence de presse, organisée par les comités brésilien et gaúcho, Olivio Dutra, gouverneur de l'Etat du Rio Grande do Sul, a donné les grandes lignes de cet immense événement.

3. Le Mirage du progrès

Ces vingt dernières années ont été un échec économique dramatique pour la plupart des pays du monde, qui ont vu leur croissance s'effondrer. La Banque mondiale et autres sources officielles publient des données concernant la croissance des revenus par habitant. Toutefois, très peu d'économistes et de journalistes ont été capables de mettre en exergue ce que l'histoire retiendra indubitablement comme l'échec économique le plus cuisant du XXe siècle, avec la grande dépression.

4. La Mondialisation vue par les producteurs de coton africains

Ces subventions ont des effets pervers sur les économies des pays pauvres, car elles stimulent artificiellement la production et entraîne une surproduction, et donc la chute des cours sur le marché mondial. En subventionnant leurs producteurs de coton les U.S.A. et l'U.E. menacent gravement le coton africain, et donc l'avenir de millions de producteurs.

5. De l'euro à l'euroimpérialisme

Plus qu'un tremplin économique, la nouvelle monnaie européenne, l'euro, correspond à un renforcement de l'identité européenne, de l'eurocentrisme et de l'euroimpérialisme, c'est-à-dire à l'apparition d'un nouveau Léviathan dans l'arène historique mondiale.

6. Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Erratum : Nous avons commis une erreur lors de la publication du dernier Courriel. Le texte « Les Armes des pauvres » a été traduit en fait par Stan Gir, traducteur bénévole coordinatrad@attac.org

Forum social mondial – FSM Direct

Le Forum social mondial débute le 31 janvier à Porto Alegre. Simultanément, ou presque, à Zurich se déroulera l'Autre Davos le 26 janvier, et à New York une mobilisation « Mondialisons la justice ». En France des Forums sociaux locaux auront lieu, en particulier dans le Rhône ou 26 organisations débiteront le 26 janvier les Rencontres pour une autre mondialisation (RAM <http://www.ramlyon.org>).

Pour nous le Forum social mondial a déjà commencé : <http://attac.org/fsm2002/> Vous y retrouverez les deux premiers numéros, le troisième sera publié ce dimanche. Ce petit

magazine est pour le moment hebdomadaire avant de devenir quotidien.

Une coordination d'information francophone citoyenne est mise en place, à laquelle participent des médias : Canal Orange - Charlie Hebdo - Le Courrier de Genève - Le Monde diplomatique - Politis - Recto Verso - Témoignage chrétien - Transversales - Vita, et des organisations : Apress/Mediasol - ATTAC Brésil, France et Italie - L'Autre portail/Rezo.net - Les Pénélopes - Place Publique

Le Courriel quant à lui deviendra quotidien à partir du 31 janvier : chaque jour vous recevrez un petit résumé des différentes informations qui



attac

se trouveront intégralement sur <http://attac.org/fsm2002>

Vous pourrez aussi participer directement aux débats et réflexions. En effet grâce aux Rencontres pour une autre mondialisation qui se dérouleront dans le Rhône, une visio-conférence avec Porto Alegre sera organisée Vendredi 1^{er} Février de 20h00 à 22h00 autour du thème « Des résistances vers les alternatives ». Cette conférence réunira quelques centaines de militant(e)s à Porto Alegre et à Lyon. Vous pouvez y assister simultanément, comme elle sera retransmise par le portail voila.fr qui fournira 300 connexions haut débit et 1 000 connexion à débit normal. A Paris, à Saint Nazaire et à Marseille par exemple des événements publics seront organisés autour de cette visio-conférence. Plus d'informations : parisctr@attac.org ou stnazaire@attac.org ou marseille@attac.org (la liste complète des salles et des villes sera publiée ultérieurement) Sur la visio conférence elle-même si vous souhaitez des informations complémentaires vous pouvez contacter Olga Otero olga@attac.org ou Marc Jallais marc.jallais@wanadoo.fr Vous retrouverez le moment voulu tous les liens pour pouvoir en profiter sur <http://attac.org/fsm2002/>

Vous pouvez d'ores et déjà participer à un forum en ligne « L'Autre mondialisation » qui se trouve à <http://forums.lyon.voila.fr/>

Un autre monde est décidément possible

Vouloir le changement.

par Courrier de Genève
www.lecourrier.ch

Ces articles sont publiés dans le cadre de la collaboration internationale "FSM Direct"

A - Le WEF à New York? «L'Autre Davos» ne désarme pas

CONFÉRENCE «Guerre antiterroriste», sans-papiers et alternatives à la mondialisation néolibérale. Voici le menu de la deuxième édition de «L'Autre Davos» qui se tiendra à Zurich, le 26 janvier.

Par SIMON PETITE

Le Forum économique mondial de Davos (World Economic Forum, WEF) a quitté la station grisonne pour New York. «L'Autre Davos», quant à lui, reste fidèle à la Suisse. Comme l'année dernière, le forum de «l'autre mondialisation» –

organisé en collaboration avec le Forum social mondial de Porto Alegre – se tiendra à Zurich, le 26 janvier prochain. «Que les soi-disant global leaders se réunissent à Davos ou à New York ne change rien. Pour sa part, le mouvement contre la mondialisation du capital doit trouver son propre rythme, son propre agenda et ses propres lieux de rencontre», clame Peter Streckeisen, coordinateur de la réunion alternative et membre d'Attac-Suisse.

Depuis quelque temps, les gouvernements, les institutions internationales - Banque mondiale, Fonds monétaire international ou OMC - ainsi que le WEF multiplient les appels du pied en direction de la société civile et des mouvements «antimondialisation». Une quarantaine d'ONG ont ainsi été conviées dans la Grande Pomme et on a entendu Klaus Schwab, directeur du WEF, déclarer que le rendez-vous new-yorkais serait «l'occasion pour d'autres points de vue de s'exprimer».

NE PAS SE LAISSER COOPTER

Les promoteurs de «L'Autre Davos» font partie de ceux qui refusent catégoriquement de rentrer dans ce jeu-là. Approché par le WEF, Attac-Suisse donne ton: «Notre réflexion et nos propositions s'adressent aux salariés, aux opprimés, aux plus démunis et à ceux qui sont privés de droits.» Une démarche aux antipodes d'un «dialogue» avec les élites politiques ou économiques. Car «L'Autre Davos» se conçoit comme un espace de discussion d'alternatives à la mondialisation capitaliste et prône le développement d'un mouvement autonome représentant les aspirations venues de la base. Selon Peter Streckeisen, les avances des grands pontes de l'économie et de la politique ne visent qu'à coopter ceux qui acceptent le dialogue pour mieux stigmatiser puis réprimer ceux qui le refusent.

ARGENTINE ET TERRORISME

Depuis les attentats du 11 septembre, «un autre monde» est plus que jamais nécessaire. En effet, «le premier conflit du XXI^e siècle» mené par Washington bafoue les droits démocratiques et sociaux d'une grande partie de la population mondiale. «La dynamique de répression déclenchée sous le label de la lutte antiterroriste constituera le fil rouge de la conférence», annonce Peter Streckeisen. A partir de 19 h 30, une table ronde intitulée «Combat contre le terrorisme: une nouvelle phase de la domination impérialiste?» réunira entre autres l'écrivain pakistanais Tariq Ali, Gilbert Achcar, journaliste



attac

au Monde diplomatique, et l'économiste Charles-André Udry. Un message de soutien de Pierre Bourdieu sera prononcé. Un atelier de discussions – avec Paolo Gilardi, du Groupe pour une Suisse sans armée, et Winfried Wolf, député néocommuniste allemand – analysera les liens entre mondialisation et guerre.

Autre événement important qui a marqué l'année 2001: la crise en Argentine. La faillite des potions néolibérales administrées par le FMI sera attentivement analysée dans le cadre des discussions sur «la finance contre les peuples».

FAIM ET PROFITS

Les questions des services publics et de la précarisation des salariés à cause des restructurations seront également abordées. Quant au problème de l'influence des multinationales, il sera traité à travers deux exemples: les profits que tire l'industrie d'alimentation de la faim dans le monde et «le rôle de Nestlé et de Coca-Cola en Colombie». Participera notamment aux débats Edgar Paez, syndicaliste colombien. Enfin, actualité oblige, un atelier sera consacré à la question des sans-papiers.

Lors de l'édition précédente, quelque 1200 personnes avaient participé aux discussions à Zurich. Cette année, les organisateurs espèrent que l'affluence ne souffrira pas du fait que les regards seront tournés vers New York.

B - «Public Eye on Davos» veut des règles

Par BENITO PEREZ

«Antidémocratique», «privatisation du politique», «mondialisation à sens unique», «résistance»... La présentation officielle du troisième «Public Eye on Davos» ne laisse planer aucun doute. Les dix ONG, regroupées autour de la Déclaration de Berne, n'ont visiblement pas l'intention de lâcher d'une semelle la troupe d'élite de Klaus Schwab. Du 31 janvier au 3 février, elles rééditeront donc leur «Œ il public» et critique sur le Forum économique mondial (WEF en anglais).

«Le WEF a une trop grande influence sur le monde politique. C'est pourquoi, nous tenterons de contrebalancer sa réunion annuelle à New York.» Pas plus que les Alpes suisses, Manhattan ne sera le havre de paix souhaité par les global leaders. Les suivant à la trace, «Public Eye» installera sa contre-conférence au cœur même du quartier onusien, qui devrait abriter le WEF.

La justice sociale et l'environnement seront au cœur des débats alternatifs.

À SENS UNIQUE

Contrairement à son concurrent, «Public Eye on Davos» se veut parfaitement transparent et ouvre ses portes tant aux spécialistes qu'au grand public. Cette «plate-forme d'expression», comme la définissent ses promoteurs, donnera une visibilité inégalée à des dizaines de représentants du Nord comme du Sud. Au travers de sept conférences, ils pourront faire valoir «leurs griefs contre la mondialisation économique à sens unique». Plus précisément, indiquent les organisateurs, «Public Eye» n'entend pas faire le procès de la mondialisation, mais dénonce le fait que celle-ci profite surtout aux pays industrialisés et aux entreprises, au détriment des pays du Sud, des standards sociaux et de l'environnement. L'analyse de ces mécanismes constituera d'ailleurs l'un des gros morceaux du contre-forum, avec pas moins de trois conférences.

Rien de plus logique lorsque son voisin se targue de regrouper les mille plus importantes sociétés transnationales, dont certaines, comme Nike ou Rio Tinto, sont connues pour exploiter les plus pauvres ou détruire massivement l'environnement, selon Mathias Herfeldt. De même, le coordinateur de «Public Eye on Davos» dénonce le fait que, par ses pratiques de lobbying opaque sur les chefs d'Etat invités au Forum, le WEF «privatise la politique mondiale et accentue le processus de libéralisation». Pour M. Herfeldt, il ne fait aucun doute que le seul objectif du Forum économique mondial est d'«accroître la puissance et le profit de l'économie privée».

A contrario, les dix ONG exigent que les «thèmes d'intérêt général discutés au Forum économique mondial et les grandes orientations qui y sont fixées» soient traités dans «un espace ouvert, public et ayant une légitimité démocratique».

MISER SUR L'ONU

Voilà pour la forme. Sur le fond, les ONG se battront pour «révoquer le processus de libéralisation en cours», seul moyen d'assurer, selon elles, «un développement économique réellement soucieux des droits sociaux et de l'environnement». Pour cela, plaide Miriam Behrens, membre de Pro Natura, «il est nécessaire d'avoir des règles contraignantes pour les entreprises. Les Nations Unies doivent



attac

obtenir les compétences juridiques nécessaires pour fixer un cadre politique bien déterminé aux activités des entreprises globales.»

Une nécessité tant sociale que démocratique, car «le lobby de l'économie n'a pas reçu de permis pour diriger le monde».

En ce sens, une discussion sur «le pouvoir des entreprises et la gouvernance globale» – prévue le 1er février – aura pour but de préparer la Conférence de l'ONU pour le développement durable (Rio+10) de septembre à Johannesburg. Au menu: «la faillite de l'autorégulation par le secteur privé et des nouveaux modes de régulation des multinationales».

Des conférences-débats sur le dialogue entre les religions, la critique économique de la théorie du libre-échange et les conséquences de la mondialisation pour les femmes sont aussi prévues. Le tout fera l'objet d'une publication disponible dès le 6 février.

C- Le second FSM veut des alternatives concrètes

PORTO ALEGRE. Premiers pas pour un Forum social placé sous l'étendard pacifiste.

Par JOSÉ GALLEGÓ / PORTO ALEGRE

A une semaine de l'ouverture du second Forum social mondial (FSM), la tension populaire et médiatique s'est accrue, lundi à Porto Alegre, avec l'arrivée sur place de certains membres du comité brésilien d'organisation, établi à Sao Paulo. Lors de sa première conférence de presse, organisée par les comités brésilien et gaucho, Olívio Dutra, gouverneur de l'Etat du Rio Grande do Sul, a donné les grandes lignes de cet immense événement. «La paix sera le thème central de cette seconde édition, car l'économie a besoin de produire la paix, si nécessaire, en s'attaquant au capitalisme sauvage et en exterminant les paradis fiscaux», a-t-il déclaré.

Un discours offensif que les organisateurs veulent transformer en actes. Aux dires de Carlos Tiburcio de Oliveira, membre d'Attac-Brésil, le second FSM cherchera avant tout à «produire» des propositions concrètes et apporter des alternatives viables aux problématiques de la société mondiale. Parmi celles-ci, le Forum proprement dit a retenu quatre axes thématiques: la production de richesses et la reproduction sociale, l'accès aux

richesses, l'affirmation de la société civile et des espaces publics, le pouvoir politique et l'éthique.

Parallèlement au Forum social seront organisés, comme lors de la première édition, le Forum parlementaire et celui des autorités locales. Importante nouveauté, un Forum des juges et une réunion préparatoire écologiste, consensuellement dénommée «Rio+10», sont prévus. Outre les centaines d'ateliers les plus divers, prendront encore place, des conférences sur la sécurité alimentaire et la réforme agraire, ainsi qu'une rencontre de la jeunesse, au camping intercontinental.

Par ailleurs, M. de Oliveira a informé que des tractations sont en cours pour la réalisation d'une téléconférence avec des représentants du Forum économique mondial, réunis simultanément à New York. Dans l'émission pourraient intervenir des membres d'autres institutions, comme le Fonds monétaire international.

Le mirage du progrès

par Mark Weisbrot

Tout le monde sait que ces vingt dernières années, les économies ont progressé de manière globale et rapide dans la grande majorité des pays du monde, et particulièrement dans les pays développés. Les tarifs douaniers se sont effondrés et les pays ont ouvert toutes grandes leurs frontières au commerce et aux investissements internationaux. On nous dit que la technologie a progressé comme jamais auparavant. Les révolutions se multiplient dans les industries de pointe telles que les communications, l'informatique et Internet. Des miracles de productivité se produisent dans le monde entier. Bien sûr, cela crée des problèmes : le fossé entre les nations riches et les nations pauvres se creuse ; l'environnement est progressivement détruit et, dans certains pays, certaines régions, les pauvres sont laissés pour compte. Mais le moteur de la croissance vrombit. Alors, si l'on peut régler quelques-uns de ces problèmes, la croissance – et les politiques qui l'ont produite – permettra aux générations futures d'avoir une vie meilleure, n'est-ce pas ?

En fait, c'est clairement le contraire qui se produit. Ces vingt dernières années ont été un échec économique dramatique pour la plupart des pays du monde, qui ont vu leur croissance s'effondrer. La Banque mondiale et autres sources officielles publient des données



attac

concernant la croissance des revenus par habitant. Toutefois, très peu d'économistes et de journalistes ont été capables de mettre en exergue ce que l'histoire retiendra indubitablement comme l'échec économique le plus cuisant du XXe siècle, avec la grande dépression.

Sachez qu'en Amérique latine et aux Caraïbes, où le produit intérieur brut a augmenté de 75 % par habitant de 1960 à 1980, il n'a augmenté que de 7 % par habitant de 1980 à 2000. L'effondrement des économies africaines est plus connu, même si on fait toujours comme s'il n'existait pas : de 1960 à 1980, le PIB de l'Afrique subsaharienne a augmenté d'environ 34 % par habitant. Depuis vingt ans toutefois, ce même revenu a baissé d'environ 15 %. Même la situation économique de pays en pleine expansion comme l'Asie du Sud-Est s'est détériorée au cours des deux dernières décennies. La croissance du PIB par habitant de tous les pays à bas et moyens revenus a diminué pour atteindre moins de la moitié de la moyenne établie lors des vingt années précédentes. En outre, comme il faut s'y attendre dans une période de mauvaise performance économique, le bilan de ces vingt dernières années est désastreux si l'on considère des indicateurs sociaux importants tels l'espérance de vie, la mortalité infantile, le taux d'alphabétisation et l'éducation de la grande majorité des pays à bas et moyens revenus.

Personne ne peut contester ces données ; personne ne peut non plus contredire les résultats de la comparaison établie entre ces deux périodes. Le phénomène n'est pas cyclique : les deux périodes ont connu une récession mondiale, et les années 1970 des chocs pétroliers importants. En fait, si des données plus complètes concernant les années 1950 étaient disponibles, le bilan de ces vingt dernières années semblerait encore bien plus catastrophique.

Car en effet, la croissance ce n'est pas tout. Mais malheureusement, c'est tout ce que les autorités qui ont mis sur pied les politiques de la plupart des pays développés – le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, le département du Trésor américain – ont promis de générer. Si les faits de base étaient mieux connus, une grande question occuperait le devant de la scène dans le monde développé : quels sont les changements structurels et politiques qui ont mené à ce terrible échec économique ?

QUE S'EST-IL PASSE POUR QU'ON EN ARRIVE LA ?

Il est bien sûr difficile d'isoler les causes d'un déclin économique mondial à long terme impliquant tant de types d'économies à des stades de développement très différents. Mais une tendance claire ressort des politiques émanant de Washington au cours des vingt dernières années. Quelques exemples peuvent illustrer une grande partie de l'histoire.

La crise financière asiatique de 1997 a été provoquée par une ouverture des marchés des capitaux qui a mené à un afflux rapide de fonds étrangers. Cette situation a été soutenue avec vigueur par le département du Trésor américain, malgré le fait que les pays concernés disposaient de taux d'épargne intérieurs élevés et n'avaient pas nécessairement besoin d'augmenter leurs emprunts étrangers. Comme le lauréat du prix Nobel Joseph Stiglitz – l'économiste en chef de la Banque mondiale de cette période – l'a fait remarquer, les artisans de cette politique ne disposaient d'aucune étude démontrant qu'une ouverture des marchés de capitaux augmentait la croissance économique. Dans le cas de l'Asie, ces mesures ont produit l'effet contraire : en 1996 et 1997, elles ont donné lieu à un renversement des flux financiers s'élevant à environ 11 % du PIB de la Corée du Sud, de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines et de la Thaïlande. La sortie des fonds a écrasé les monnaies locales et a déclenché une panique financière.

Washington est intervenu de différentes manières et a réussi à transformer la crise en une situation de déclin économique régional grave. D'abord, le Trésor a convaincu le Japon d'abandonner sa proposition de fonds monétaire asiatique, qui lui aurait fourni au moins 100 milliards de dollars pour stabiliser les monnaies avant qu'elles ne fassent une chute libre. Ensuite, le FMI a imposé une politique d'austérité fiscale et monétaire inutile aux économies en crise, avec à la clé des taux d'intérêt atteignant 80 % en Indonésie. D'autres erreurs importantes ont été commises et le résultat a été désastreux : en 1998, l'économie indonésienne a reculé de 13,7 % et celle de la Thaïlande de 10 %.

La crise asiatique s'est d'abord étendue à la Russie, puis au Brésil. Cela illustre un autre effet pervers de la téméraire libéralisation des investissements durant cette période : une panique peut maintenant se propager à tous les pays ayant la moindre relation commerciale



attac

entre eux. Le comportement unanime des investisseurs – se préserver des conséquences d'un krach financier imminent – suffit à déclencher la crise.

Une fois de plus, l'intervention du FMI a aggravé la situation. En Russie et au Brésil, l'organisation a insisté pour que l'on maintienne des taux de change surévalués, les soutenant à l'aide de prêts considérables (42 milliards de dollars au Brésil) et des taux d'intérêts élevés (jusqu'à 170 % en Russie). Dans les deux cas, les monnaies se sont de toute façon effondrées ; la production des pays ont chuté et ils se sont considérablement endettés, sans rien y gagner d'un point de vue économique. L'argument unique du FMI pour maintenir les taux de change surévalués était qu'un effondrement déclencherait une hyperinflation. Mais il n'y a jamais eu d'hyperinflation, et les deux économies ont réagi très positivement aux dévaluations monétaires, la Russie enregistrant sa croissance la plus élevée depuis vingt ans (8,3 %) en 2000.

Ce scénario s'est répété très récemment en Argentine, où le gouvernement a évité de régler les lourdes dettes qu'il avait accumulées en maintenant un taux de change fixe pendant quatre années de récession, en triplant les taux d'intérêt et en empruntant la somme considérable de 40 milliards de dollars au FMI en décembre dernier. Pour comprendre l'absurdité de la situation dans laquelle l'Argentine s'est empêtrée, imaginez le gouvernement américain empruntant 1 400 milliards de dollars – 70 % du budget fédéral – pour éviter que le dollar surévalué ne chute...

Les économies de transition sont un cas particulier, mais elles illustrent les dégâts monumentaux qui peuvent être causés lorsqu'on laisse l'élite américaine créer une nouvelle société. En quelques années seulement, la Russie a perdu près de la moitié de ses revenus nationaux après avoir adopté le programme de "thérapie de choc" recommandé par le FMI en 1992. Bien que le FMI ait tenté de le démentir, la Russie a vraiment suivi ce programme, y compris la politique de déréglementation immédiate des prix (qui a provoqué une inflation de 520 % en trois mois) et de privatisation rapide de l'industrie. Le gouvernement a même réalisé la plupart des objectifs fiscaux et monétaires du FMI, du moins jusqu'à ce que l'économie se soit effondrée au point que le troc soit devenu le mode d'échange préféré de la population. Résultat : un nouveau pays sous-développé, avec un revenu par habitant plus bas

que celui du Mexique ; en dehors des guerres ou des désastres naturels, cela a été le pire effondrement économique de toute l'histoire.

Durant la même période, d'autres changements structurels et politiques ont ralenti la croissance de pays à bas et moyens revenus. Les politiques monétaires strictes (taux d'intérêt élevés) étaient un préalable à tout prêt du FMI pour l'ensemble des pays en développement. Cette tendance était également manifeste dans les régions à hauts revenus, y compris aux États-Unis et en Europe (où cette pratique prédomine encore aujourd'hui), et le ralentissement de la croissance qui en découle affectait aussi les pays en développement en raison d'une moindre demande pour leurs produits d'exportation. En outre, les réserves monétaires détenues par les pays en développement ont sensiblement augmenté, probablement en raison de l'accroissement de l'instabilité financière et de la mondialisation. La détention de ces réserves se traduit par moins d'investissements, donc par une croissance réduite – entre -0,4 et -2 % de croissance annuelle, en fonction des réserves du pays.

L'OCCIDENT FAIT DEUX POIDS DEUX MESURES

Les politiques désastreuses de ces dix dernières années sont souvent attribuées à l'idéologie exacerbée de l'économie de marché et du libre échange. Mais ce n'est pas exact. Par exemple, pour les pays qui ont sacrifié leur économie pour maintenir un taux d'intérêt fixe comme la Russie, le Brésil et l'Argentine, la solution du libre échange aurait consisté à abandonner l'indice et à laisser chuter la monnaie. Durant la crise asiatique, une des seules interventions de Washington a été d'obliger les gouvernements de la région à garantir la dette détenue par des prêteurs étrangers privés, plutôt que de laisser les banques se soumettre à la discipline du marché.

Il est plus cohérente de dire que les intérêts nationaux des pays en développement et en transition sont sacrifiés en faveur des intérêts étrangers plus puissants. Cette thèse est sans doute la plus évidente dans le cas des droits de propriété intellectuelle. L'ensemble des pays du Sud perd déjà quelques dizaines de milliards de dollars par an en faveur de monopoles étrangers – une perte de ressources qui s'aggraverait si les pays riches réussissent à imposer l'accord "TRIPS" (Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights – aspects commerciaux des droits de propriété intellectuelle) de l'Organisation mondiale du commerce (pour



attac

relativiser les choses : la "Total Official Development Assistance" – aide officielle totale au développement – des pays à hauts revenus aux pays en développement s'élevait à 40,7 milliards de dollars en 1999).

Les monopoles sur les brevets sont la forme de protectionnisme la plus coûteuse, la plus inefficace et – dans le cas des médicaments de première nécessité – la plus grave qui existe aujourd'hui. D'un point de vue économique, ils créent les mêmes types de distorsions que les tarifs douaniers, sauf qu'ils sont beaucoup plus nuisibles. Cependant, la tentative d'étendre la loi américaine sur les brevets et les droits d'auteur aux pays en développement est devenue un des premiers objectifs de la politique commerciale extérieure des États-Unis.

L'accroissement des demandes étrangères relatives à la propriété intellectuelle épuise non seulement les rares ressources des pays en développement, mais rend également les choses plus difficiles pour eux s'ils veulent suivre l'exemple de l'industrialisation tardive de pays plus prospères tels la Corée du Sud ou Taïwan, pour lesquels la diffusion de la technologie étrangère a joué un rôle important. Cela s'intègre dans un problème plus général, reflété par l'échec économique de ces vingt dernières années. Historiquement, il y a de nombreuses voies pour arriver au développement, mais aucune d'entre elles ne ressemble aux politiques imposées actuellement par Washington aux pays en développement.

Les pays "en voie d'industrialisation" utilisaient des combinaisons de mesures et de planification industrielle, leurs industries publiques, des contrôles rigoureux sur les subventions et les taux de change, des tarifs douaniers et des restrictions aux importations pour atteindre un niveau où leurs industries et leurs sociétés pourraient devenir compétitives à l'échelle internationale. À maints égards, ces stratégies sont similaires à celles utilisées par les pays à hauts revenus qui les précédaient. En 1913 par exemple, la moyenne des tarifs douaniers américains était considérable, s'élevant à 44 % sur les produits manufacturés.

Maintenant toutefois, les pays riches "repoussent l'échelle", comme l'explique l'économiste Ha-Joon Chang dans son prochain livre portant ce titre ("Kicking away the ladder"). Il est difficile de dire dans quelle mesure le ralentissement de la croissance provient de l'interdiction d'appliquer des stratégies de développement potentiellement efficaces et de

leur remplacement par une observation rigide de la théorie de l'avantage comparatif.

La libéralisation du commerce a historiquement suivi le développement, les économies nationales devenant compétitives sur les marchés mondiaux. Il ne serait pas surprenant que des tentatives de renverser cette tendance s'avèrent contre-productives.

En réponse à de telles critiques, la Banque mondiale a produit une série d'articles et de raisonnements prétendant démontrer que les pays qui ont "globalisé" le plus au cours des deux dernières décennies étaient les plus prospères. Cependant, comme l'a établi Dani Rodrik, professeur à l'Université d'Harvard, ces études ne prouvent rien. La Banque mondiale utilise la part commerciale du PIB comme unité de mesure de la mondialisation. Mais la part commerciale est un résultat, et non une variable politique ; elle a tendance à augmenter avec la croissance. Donc, tout ce que la Banque mondiale a démontré en réalité, c'est que les pays dont la croissance est plus rapide ont tendance à augmenter la proportion de leur économie consacrée au commerce.

Les "globalisateurs" préférés de la Banque mondiale semblent être trois pays dont la croissance a accéléré au cours des vingt dernières années : la Chine, l'Inde et le Vietnam. Mais la Chine et l'Inde ont deux des marchés intérieurs les mieux protégés du monde. La Chine ne dispose même pas de monnaie convertible et l'Inde effectue des contrôles stricts sur les capitaux. C'est aussi le cas pour le Vietnam où, ces dernières années, la plupart des investissements ont été réalisés par l'État.

Les "globalisateurs" prospères sont alors l'exception qui confirme la règle. Et si l'on peut glaner une règle à partir des expériences réussies en termes de développement, ce serait que les conditions dans lesquelles le commerce et les investissements internationaux peuvent contribuer à la croissance et au développement d'un pays sont spécifiques au pays concerné. Même les questions les plus élémentaires de finance internationale, comme "faut-il avoir un taux de change fixe ou flexible ?", dépendent des institutions nationales particulières au pays dont il est question. Raison de plus pour laisser les gouvernements nationaux élaborer leurs propres politiques économiques.

C'est précisément sur ce point que l'armée d'économistes et de bureaucrates de Washington ne veut pas faire de concessions. Et



attac

ils possèdent un cartel de créanciers puissants, dirigé par le FMI, capable de déterminer la politique de dizaines de pays emprunteurs. Un gouvernement qui ne se plie pas aux conditions du FMI n'aura pas facilement droit à des crédits privés ou, dans la plupart des cas, à des crédits de la Banque mondiale ou d'autres prêteurs multilatéraux tels que la Banque de développement interaméricaine ou le "Group of Seven nations".

À moins que ce cartel ne soit supprimé – ou ses politiques modifiées de façon drastique –, seuls les pays dont les gouvernements sont assez forts pour lui tenir tête auront une chance raisonnable d'inverser l'échec économique des deux dernières décennies du XXe siècle.

Mark Waisbrot est co-directeur du Center for Economic and Policy Research, Washington. Article publié en collaboration avec www.cepr.net
Traduction: coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles.

La Mondialisation vue par les producteurs de coton africains

par Maurice Oudet

Le Burkina Faso vit une situation paradoxale. Au moment où il s'apprête à faire une récolte record (400 000 tonnes) de coton, le cours mondial de ce produit s'est effondré. Le kilo de coton-fibre (c'est à dire sorti purifié de l'usine d'égrenage) ne vaut plus que 5 FF ou 5,5 FF sur le marché mondial, alors que ces dernières années - et cela jusqu'en janvier 2001 - il valait environ 10 FF.

Or le prix de revient d'un kilo de coton-fibre burkinabé est de l'ordre de 7,20 FF. Pour l'Etat burkinabé, c'est une perte de plus de 40 milliards de FCFA (400 millions de FF). Aussi pour pouvoir continuer à payer ses fonctionnaires, l'Etat a demandé à la Banque Mondiale un prêt de 40 milliards de FCFA, au risque de s'enfoncer un peu plus dans la dette. Jusqu'à aujourd'hui, le coton faisait vivre environ dix millions de producteurs ouest-africains. Que vont-ils devenir s'ils doivent arrêter cette culture dès la saison prochaine ?

Nous devons nous demander qu'est-ce qui provoque une telle situation ? Bien sûr, la surproduction mondiale. Mais il faut ne faut pas arrêter là sa réflexion. Tous les analystes sont d'accord pour affirmer que cette surproduction est provoquée, essentiellement, par les

subventions des Etats-Unis et de l'Union Européenne à leurs producteurs de coton.

Donnons quelques exemples : Grâce à ces subventions, un producteur de coton espagnol ou grec est sûr de vendre sa récolte au moins 700 FCFA le kilo de coton-graine (c'est à dire le coton tel qu'il est ramassé au bord des champs pour être transporté à l'usine d'égrenage). C'est ce même coton-graine qui est actuellement payé 200 FCFA aux producteurs burkinabé.

Les Etats-Unis, quant à eux, ont dépensés 4,2 milliards de dollars en l'an 2 000 pour soutenir leur production de coton. Ils ont pu ainsi inonder le marché mondial de leur production (environ 30 % de toutes les exportations de coton à travers le monde).

C'est pourquoi, les producteurs de coton du Bénin, du Burkina Faso, et du Mali, à travers leurs organisations ont lancé un appel solennel aux USA et l'Union Européenne :

« Ces subventions ont des effets pervers sur les économies des pays pauvres, car elles stimulent artificiellement la production et entraîne une surproduction, et donc la chute des cours sur le marché mondial. En subventionnant leurs producteurs de coton les U.S.A. et l'U.E. menacent gravement le coton africain, et donc l'avenir de millions de producteurs, et les économies de nombreux pays comme celles du Bénin, du Burkina Faso et du Mali.

Aussi, nous demandons solennellement aux U.S.A. et à l'U.E. de supprimer leurs subventions aux producteurs de coton.

Nous demandons à tous ceux qui veulent construire un monde plus juste et fraternel de se joindre à nous pour faire pression sur les Etats-Unis et l'Union Européenne pour qu'ils suppriment ces subventions."

(Le texte complet de cet appel se trouve sur le web - www.abcburkina.net/coton3.htm -. On trouvera sur ce site beaucoup d'autres informations relatives au coton et plus largement au monde rural du Burkina Faso).

Ce cas du coton me semble tout à fait intéressant pour progresser dans notre compréhension de la mondialisation, telle qu'elle est imposée par le monde industrialisé. On peut y découvrir que ces pays n'hésitent pas à déroger aux fameux libéralisme qu'ils veulent imposer à toute la planète. En effet, s'ils demandent aux pays pauvres de supprimer



attac

toutes taxes douanières (les empêchant ainsi de protéger leurs productions), ils se réservent le droit de subventionner leurs productions. C'est ainsi que pour soutenir leur agriculture, l'ensemble des pays industrialisés dépensent 359 milliards d'euros par an ! 6 fois plus que toute l'aide mondiale au développement ! Ainsi, les taxes douanières (les armes des pauvres) sont interdites. Seules les subventions (les armes des riches) sont permises. Qui peut se satisfaire d'une telle mondialisation ?

Responsable d'éditions au service des paysans du Burkina, j'ai été passé Noël à Boni : un village dont tous les habitants produisent du coton. J'ai été étonné de voir combien ils étaient peu informés de la situation (car cette année ils sont payés grâce aux économies des années précédentes). A la fin de la messe, l'assemblée a été invitée à s'asseoir, et j'ai fait un cours d'économie rurale et mondiale, devant une assemblée très attentive. Ensuite, quelques chefs de famille sont restés et nous avons continué notre réflexion. Tous étaient devenus conscients de la gravité de la situation, mais aussi très étonnés. Ils pensaient que les pays du Nord les aidaient à avancer, et voilà qu'ils découvrent une autre réalité.

Nicodème Biwando, chef de famille, a expliqué que s'il devait arrêter la culture du coton, il ne pourrait plus payer la scolarité de ses deux fils qui sont au collège. Même l'achat de médicaments pour la santé de sa famille deviendrait un problème. Puis, il a terminé en disant : "Il faut dire aux Américains et aux Européens que nous sommes tous dans un même monde, ils sont des frères, nous avons besoin les uns des autres. Il ne faut pas qu'ils organisent leur travail (allusion aux subventions aux producteurs de coton) comme s'ils étaient dans un autre monde, à part. Leur façon de faire n'est pas bonne, puisqu'ils nous empêchent, nous, d'avancer. Qu'ils cherchent une solution, pour que tous ensemble, eux et nous, nous puissions avancer."

En quelques mots simples, il traçait tout un programme pour nos hommes politiques : la mondialisation telle qu'elle fonctionne aujourd'hui n'est pas bonne, puisqu'elle exclut du monde des millions de producteurs dont la seule faute est d'être nés dans un pays pauvre. Parole de sagesse, qui interpelle les pays industrialisés au moment où il est prévu de relancer les négociations au sein de l'O.M.C. Il y a des formes d'aide à l'agriculture qui doivent être supprimées : celles qui étouffent les pays du Sud. L'aide aux producteurs de coton des

Etats-Unis et de l'Union Européenne en fait partie. Saurons-nous entendre l'appel de Nicodème Biwando, un des dix millions de producteurs de coton de l'Afrique de l'Ouest ?

Maurice Oudet. Responsable du SEDELAN
(Service d'Éditions en Langues Nationales)
oudet.maurice@fasonet.bf
www.abcburkina.net

De l'euro à l'euroimpérialisme

Par Heinz Dieterich Steffan

Plus qu'un tremplin économique, la nouvelle monnaie européenne, l'euro, correspond à un renforcement de l'identité européenne, de l'eurocentrisme et de l'euroimpérialisme, c'est-à-dire à l'apparition d'un nouveau Léviathan dans l'arène historique mondiale.

Douze des quinze Etats membres de l'Union européenne (UE) participent au nouvel espace monétaire, plus communément appelé Euroland : la Belgique, l'Allemagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal et l'Espagne. Seuls le Royaume Uni, le Danemark et la Suède ont préféré rester en dehors. Mais en fait, l'influence de la nouvelle monnaie s'étend bien au-delà des douze pays qui l'ont formellement adoptée comme monnaie " nationale " exclusive.

De nombreuses ex-colonies, colonies et néo-colonies de la nouvelle superpuissance européenne, jusqu'au Pape, ont adopté le nouveau standard monétaire ; parmi elles la Guyane française, la Guadeloupe, la Martinique, Monaco, San Marino, le Vatican, Andorre, le Kosovo et le Monténégro. Il existe dans seize pays africains un système de parité fixe de la monnaie nationale avec l'euro, parmi eux la Guinée Bissau, le Nigeria, la République du Congo, le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Parallèlement, l'euro exerce également une influence considérable dans les Etats qui l'ont refusé. Au Danemark, 75 % des commerçants ont décidé d'accepter la nouvelle devise et en Grande Bretagne, en Suède, en Pologne et dans les douze autres pays d'Europe orientale et du Sud, les entreprises exerçant leur activité commerciales avec l'étranger et dans le secteur du tourisme n'auront d'autre choix que d'adopter la monnaie. Plus de la moitié des exportations britanniques sont absorbées par l'Union européenne et près de 14 millions de touristes européens dépenseront annuellement des milliards d'euros sur l'île. Dans ce cadre, il paraît inévitable que les habitants de l'île voueront la



attac

même haine aux continentaux qu'ils ont voué au tunnel sous la Manche. Quand on a envisagé de construire un tunnel ferroviaire entre la France et la Grande Bretagne (Chunnel), les Britanniques étaient contre, par peur de voir des rats enragés (continentaux) envahir le Royaume de sa Majesté. Heureusement, la science moderne a su empêcher ce type de dérives et le tunnel s'est construit. En fait, le pouvoir économique du nouveau bloc est si grand que le "splendide isolement" du passé sera bientôt plus qu'une vague réminiscence romantique dans la mémoire collective des Britanniques, comme le sont l'empire britannique et le pirate Sir Francis Drake.

La mise en circulation de l'euro, utilisé pendant trois ans comme monnaie virtuelle pour les transactions interbancaires, consacre la réalisation d'un rêve présent dans les esprits de l'élite européenne depuis trente ans et atteste d'un chef d'œuvre en matière de logistique : le deux janvier 2002, 302 millions de citoyens des douze pays mentionnés ont retiré 52 milliards d'euros en pièces et 14,9 milliards en billets. Par ailleurs, des millions de distributeurs en tous genres, des téléphones publics, etc., ont été adaptés à la nouvelle monnaie, sans qu'aucun problème n'ait été à signaler : la nouvelle superpuissance a démontré avec force qu'elle était capable d'entrer en compétition avec Washington, d'égal à égal, pour le contrôle économique du village global.

Les chiffres suivants témoignent bien de la force économique de l'Euroland : près de 16,2 % du Produit intérieur brut (PIB) est généré dans cette zone contre 22 % aux Etats-Unis et 7,6 % au Japon ; le PIB atteint 6,3 milliards d'euros contre 8,6 aux Etats-Unis et 4 au Japon ; sa part dans les exportations mondiales atteint 19 % contre 15 pour les Etats-Unis et 9 pour le Japon ; enfin, la capitalisation boursière de la zone en pourcentage du PIB atteint respectivement 66, 128 et 74 %, alors que le potentiel démographique atteint 302, 272 et 127 millions de personnes.

La nouvelle superpuissance économique est le résultat d'un processus historique vieux de 1 500 ans. Depuis l'empire romain, il n'avait plus existé d'Europe unifiée forte d'une identité, d'une monnaie et d'une armée communes. Au

9e siècle, Charlemagne, l'ennemi de la paysannerie germanique libre, essaya de faire ressusciter le projet romain, mais il échoua. Charles Quint, l'ennemi des indiens d'Amérique n'a pas eu plus de succès au 16e siècle. Hitler, l'ennemi des peuples européens, échoua dans sa tentative de construire, par la force, ce qui est devenu l'Union européenne.

Il ressort donc que l'unification institutionnelle élitiste, mais pacifiste, est une des caractéristiques les plus significatives de la nouvelle superpuissance. C'est cette genèse qui explique que, aujourd'hui, l'Union européenne est probablement un modèle unique au monde (à l'exception de la Suisse) dans son multiculturalisme, sa pluriethnicité et son fédéralisme. Et ce, bien plus que les Etats-Unis, dont l'histoire est marquée par l'esclavage des Afro-américains et par l'extermination des Indiens. Cette différence fondamentale avec la formation historique des Etats nations, qui ont été imposés par la force à des groupes de peuples soumis, ne doit cependant pas rendre dupe quant au futur rôle que l'UE jouera dans l'arène politique mondiale. Il est préférable pour les pays néo-coloniaux que deux maîtres se partagent le village global, au lieu d'un seul (Washington), car cette constellation permet l'existence de négociations, contrairement à un système monolithique. Par exemple, les 208 milliards de dollars en devises que détient la Chine lui procure une puissante arme économique de négociation. Ainsi, la fin de l'hégémonie du dollar comme monnaie mondiale met un point final à ce qui équivalait pour Washington à une situation d'unique créancier mondial.

Cependant, la démocratie bourgeoise, à l'intérieur, est parfaitement compatible avec l'exploitation et l'oppression, à l'extérieur. Dans ce sens, le nouvel empire romain se différenciera peu du premier : il naît comme le Dieu Janus, avec deux visages. Le beau visage pour les citoyens de l'empire : le terrible pour le Tiers Monde.

Heinz Dieterich Steffan
Correos para la emancipación – Buenos Aires
Traduction : Vanja Guerin, traductrice bénévole
coordinat@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/rdv> pour en obtenir les détails. Vous choisirez alors le pays dans lequel se tient la réunion.



attac

Vendredi 25 : AUSTRIA : WIEN / FRANCE: BRIANCON – CREST - ST PIERRE D'OLERON – SAINT BRIEUC / NORGE : NESODDEN / SUISSE SCHWEIZ : GENEVE

Samedi 26 : FRANCE : PARIS 11 – ONET LE CHATEAU – PARIS CENTRE – LYON – STRASBOURG / NORGE : NESODDEN / SUISSE SCHWEIZ : ZURICH (OTHER DAVOS)

Dimanche 27 : FRANCE : PARIS 11 – QUIMPER / NORGE : NESODDEN

Lundi 28 : FRANCE : MARSEILLE – MARTIGUES – ST PIERRE D'OLERON – LA ROCHELLE

Mardi 29 : DANMARK : NY LYNGBYGARD / ESPANA: MADRID / FRANCE : TRAPPES – VALENCE – CAEN – PARIS 15 – BREST – ST JEAN DE BOISEAU / NORGE : OSLO